



# Ateliers consultatifs Stratégie de transition énergétique

ENERGIE ET CITOYENS

**Synthèse des contributions** du mardi 13 décembre 2016

Communauté urbaine d'Arras  
Salle de l'Ordinaire

	Horaires	Durée	Etapes
<b>Ensemble des participants</b>	08h30 – 08h45	15 min	1. Accueil
	08h45 – 08h55	10 min	2a. Mot d'accueil 2b. Présentation de la démarche et objectifs des ateliers
	08h55 – 09h05	10 min	3. Rappel du diagnostic et objectifs SRCAE
<b>Sous-groupes</b>	09h05 à 09h10	5 min	4. Organisation des sous-groupes
	09h10 à 09h20	10 min	5. Animation brise-glace
	09h20 à 10h00	40 min	6a. Etat des lieux des initiatives 6b. Benchmark
	10h00 à 11h20	80 min	7. Définition des objectifs de réduction
	11h20 à 11h30	10 min	8a. Classement des orientations 8b. Accompagnements nécessaires
	11h30 – 11h35	5min	9. Prochaines étapes



## I - Etat des lieux des initiatives

### Synthèse des actions (1/3)

---

#### 1. Ecogestes, usages et comportements - HABITAT

- Dans l'ensemble, les participants ont mis en avant d'une part **les structures existantes, principalement à l'échelle territoriale** :
  - Les **aides à la rénovation** (thermique) des bâtiments à travers les programmes « habiter mieux », « passeport rénovation » ainsi que l'espace info énergie. L'ensemble de ces dispositifs participent à la sensibilisation du public à la maîtrise de l'énergie.
  - Le développement de **production d'énergie locale** tel que l'extension du réseau de chaleur, ainsi que l'évolution des possibilités de production individuelle d'énergie électrique.
  - L'**accompagnement des foyers en difficulté** avec les dispositifs de Services locaux d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (SLIME) et les certificats d'économie d'énergie précarité énergétique (CEE-PE), les accompagnements « sociaux-énergétiques » avec des médiateurs éco-logis du Département.
  
- et d'autre part les **actions** mises en œuvre ou desquelles le territoire pourrait s'inspirer :
  - Les défis réalisés sur le territoire tel que la semaine « gros-pull » et « familles à énergie positive ».
  - Les actions de compostage des déchets verts à l'échelle individuelle ou collective ainsi que la prise de conscience des avantages du tri sélectif en faveur de l'environnement.
  - L'arrivée des **outils de suivi de consommation** et leurs formations associées avec le compteur Linky ou la plateforme « Dr. Watt » d'Enercoop. Les clichés thermographiques réalisés sur le territoire permettent aux habitants de prendre conscience de l'efficacité des isolations en visualisant les « fuites thermiques » des bâtiments.
  - Les **actions de sensibilisation** auprès des écoles réalisées par EDF, la participation aux actions de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) ou encore les séances d'éducation à l'environnement (réalisées par la CUA en partenariat avec le SMAV et le CPIE, ...) permettent aux habitants de prendre conscience des gestes simples à réaliser au quotidien.



## I - Etat des lieux des initiatives

### Synthèse des actions (2/3)

#### 1. Ecogestes, usages et comportements – TRANSPORT

- Les participants ont insisté sur les moyens mis en œuvre pour le **développement de modes de transport doux** :
  - En particulier l'offre de **vélos à assistance électrique** de la communauté urbaine d'Arras avec son service de location ainsi que sa participation à l'achat d'un vélo à assistance électrique. Le développement des pistes cyclables a lui aussi été souligné.
  - L'instauration de l'indemnité kilométrique vélo ainsi que la mise en place d'un premier schéma directeur vélo (pour la promotion des déplacements à vélo) ont été évoquées.
- Le développement du **transport collaboratif** et de l'**écoconduite**:
  - Un site Internet est en développement et permettra d'encourager le **covoiturage** particulièrement dans les zones d'activité ou dans le cadre d'activités sportives et de loisirs.
  - La mise en place de **parkings relais** en périphérie/entrée des villes devrait favoriser le covoiturage et l'usage des transports en commun en ville.
  - La sensibilisation et la pratique de l'écoconduite ont été citées comme des moyens efficaces de réduire les impacts liés aux déplacements.
- L'évolution des **offres de transport**
  - La Communauté urbaine d'Arras a mis l'accent sur le **développement des véhicules électriques** en supervisant et installant des bornes de recharge (SODETREL). De plus, l'exemple de la Citadine a été évoqué très positivement.
  - Développement de services de **transport en milieu rural avec des passages plus fréquents**. L'idée de la mise en place d'un tarif préférentiel soir et weekend a été évoquée.
  - Accompagnement via Artis des nouveaux arrivants sur la Communauté urbaine d'Arras (les collégiens notamment). Développement de l'intermodalité : centrale de mobilité passpass.fr
  - Fusion des réseaux de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais en un « **Réseau de l'écomobilité Hauts-de-France** ».
  - Programme « **Mobilité Urbaine Campus** » : Programme dans les universités du Nord et du Pas-de-Calais avec un plan de déplacement.



## I - Etat des lieux des initiatives

### Synthèse des actions (3/3)

#### 3. Filières locales

- Les participants ont insisté sur le besoin de **sensibiliser** les citoyens sur les filières locales :
  - A travers des rencontres avec les maraichers, des ateliers découverte des produits locaux
  - Conférence de mise en valeur de productions locales (coûts, déplacements, produits de saison)
  - Avec le développement de facilitateurs tels que les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), le Label « Saveurs en'Or »
  - Intégration de produits bio / locaux dans les restaurations collectives
  - Potagers chez les particuliers
- Ils ont aussi fait part de leur envie de favoriser l'émergence d'autres **actions participatives** :
  - Avec l'utilisation d'une **monnaie locale** (Comme la ville de Bailleul par exemple)
  - La création de magasins pour des outils de bricolage **partagés**
  - Biomasse : organiser la collecte des coupes et résidus de taille de haies du territoire
  - Expansion des **recycleries** et amélioration du tri des déchets
  - Groupement d'achat d'énergie « Energie moins chère ensemble »

#### 4. Investissement participatif

- Des projets de **production d'énergie renouvelable** ont été présentés :
  - Réalisé : Centrale photovoltaïque à Lille sur l'école Painlevé
  - Potentiel : utilisation de l'énergie hydraulique de la Scarpe
- Des moyens de soutien et des structures de financement participatif :
  - Création de **coopératives citoyennes** pour les énergies renouvelables telles que Solis métropole et Energéthic
  - Club **Cigales** : club investisseurs solidaires pour des projets sociaux et solidaires
  - Livret TRI : **Livret d'Epargne** dont le capital est utilisé pour financer des projets « Troisième Révolution Industrielle »
  - Crowdfunding



# I - Etat des lieux des initiatives

## Synthèse des leviers

	Ecogestes, usages et comportements - HABITAT	Ecogestes, usages et comportements - DEPLACEMENTS	Filière locale - ALIMENTATION	Investissement participatif
<b>Leviers portant sur l'accès à l'information</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation en cours d'un livret d'accompagnement (CPIE)</li> <li>Existence d'une expertise dans le bâtiment permettant d'avoir des conseils sur les travaux à réaliser</li> <li>Education des enfants dès le plus jeune âge aux gestes quotidiens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La communication (site de mise en relation SMIRT)</li> <li>Développement des aires de covoiturage (Département)</li> <li>Expérimentations déjà menées par le CPIE avec les écoles arrageoises</li> <li>Formation conducteurs</li> <li>Mise à disposition de vélos électriques en location</li> <li>Améliorer la communication sur les déplacements à vélo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme en cours d'élaboration au CPIE pour une découverte des produits locaux</li> <li>Axer sur la communication visuelles (ex. logo Saveurs en'Or, cigale sur l'étiquette de la bière)</li> <li>Mise en place d'« Ateliers cuisine » pour réapprendre à cuisiner des produits locaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gouvernance citoyenne</li> <li>Verser les indemnités des élus sur le livret TRI (mesure de communication)</li> </ul>
<b>Leviers liés aux services et acteurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Installation d'équipements simples : mousseurs, chasses d'eau double vitesse, diminution du chauffage en cas d'absence</li> <li>Approche sociologique pour encourager le changement de comportement</li> <li>Volonté politique, mobilisation technique</li> <li>Familles à énergie positive</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement des aménagements cyclables (pistes et stationnement)</li> <li>Déploiement de bornes électriques</li> <li>Existence des PDE (Plan de Déplacement Entreprise), PDA (Plan de Déplacement Administration) et PDES (Plan de Déplacement Etablissement Scolaire)</li> <li>Création de pédibus et de vélobus</li> <li>Navette électrique régulière</li> <li>Mise en place de parkings pour le covoiturage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gain de consommation de matière/ d'énergie de transformation</li> <li>Groupements d'achats pour les produits bio/locaux</li> <li>Sourcing AMAP pour les cantines</li> <li>Travailler avec les supermarchés pour développer les filières bio/locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation citoyenne enthousiaste pour les personnes qui s'intéressent</li> <li>Pas forcément de recherche de profit</li> </ul>
<b>Leviers financiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Autoconsommation</li> <li>Aides pour accompagner des solutions énergétiques (remplacement des systèmes de chauffage)</li> <li>Subventions de la FDE 62</li> <li>SLIME : la collectivité se fait rembourser 55% du budget via des certificats d'économie d'énergie CEE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le prix des énergies</li> <li>Promouvoir l'indemnité kilométrique vélo (25 cts/km)</li> <li>Subvention CUA : Levier financier qui permet de franchir le pas : 30% du montant TTC plafonné à 300 €</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement / soutien de l'économie locale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonification publique pour soutenir le crowdfunding</li> <li>Sens donné à l'épargne</li> </ul>
<b>Leviers portant sur les moyens de contrôle, mesure et suivi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Télé relevés et compteurs intelligents (alarmes en cas de surconsommation par exemple)</li> </ul>			



# I - Etat des lieux des initiatives

## Synthèse des freins

	Ecogestes, usages et comportements - HABITAT	Ecogestes, usages et comportements - DEPLACEMENTS	Filière locale - ALIMENTATION	Investissement participatif
<b>Freins portant sur l'information</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quel est l'interlocuteur pour exposer la démarche TRI ? (Education nationale, communes, région, départements)</li> <li>- Manque d'information</li> <li>- Touche une diversité de familles</li> <li>- Pérennité de la démarche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés de mobiliser les adultes</li> <li>- Manque d'aménagements (vélo)</li> <li>- Circulation vélo à apprendre (automobilistes et cyclistes)</li> <li>- Sécurisation des déplacements à vélo</li> <li>- <b>Crédulité du public à qui l'on fait croire que la voiture électrique est l'avenir</b></li> <li>- Idées reçues sur le covoiturage (ex. partir et revenir à heure fixe)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de disponibilité des maraichers pour des interventions</li> <li>- Lobbying des grands groupes agroalimentaires</li> <li>- Les gens cuisinent de moins en moins</li> <li>- Difficulté à vérifier les informations pour les produits locaux</li> <li>- Habitudes de la société de consommation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'accès au photovoltaïque</li> <li>- Manque d'information délivrée au public (ex : entreprises de type Enercoop)</li> <li>- Manque de communication pour faire changer les mentalités</li> </ul>
<b>Freins liés aux services et acteurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- SLIME : investissement en temps pour un agent de la collectivité, démarches administratives</li> <li>- Conseil à l'usage du logement : accompagnement limité en temps</li> <li>- Faiblesse de la structure technique du territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de structures en faveur du covoiturage (parkings, ...)</li> <li>- Certaines communes sont trop éloignées pour le déplacement en transports en commun</li> <li>- L'accès aux zones d'activité en vélo est difficile</li> <li>- Réseau écomobilité : regroupement de deux réseaux locaux confrontés à des difficultés de méthodologie, financements, démarches</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de structure centralisée de dépannage d'électroménager</li> <li>- Dimension logistique : acheminement des produits jusqu'au consommateur, difficulté pour se déplacer jusqu'à une AMAP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Photovoltaïque : Nécessité de réorganiser la filière locale</li> <li>- Volonté politique nécessaire pour se tourner résolument vers la transition énergétique (valable pour les autres thématiques)</li> </ul>
<b>Freins financiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'aides pour les économies (pas de valorisation)</li> <li>- Pas de maîtrise sur le prix de l'énergie</li> <li>- Du fait du frein financier, il faut pousser à agir sur le comportement pour faire les économies</li> <li>- Difficulté si les diagnostics sont payants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coût de la politique transports en commun</li> <li>- Coût des services associés</li> <li>- Capacité de financement d'un véhicule (voiture ou vélo) électrique</li> <li>- Coût des formations</li> <li>- Budget trop faible pour le développement des aménagements cyclables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recyclage des outils complexe (LED, PV, ...)</li> <li>- Opposition des agriculteurs pour la création de haies le long des chemins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coûts d'investissement sur les ENR par rapport à des énergies classiques</li> <li>- Attention aux filières mal mises en place (mauvais business plan)</li> <li>- De moins en moins de considération des autorités sur ce type d'investissement</li> <li>- Retour sur investissement risqué et taux d'intérêt faible</li> </ul>
<b>Freins portant sur les moyens de contrôle, mesure et suivi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réticence sur les compteurs communicants : exploitation des données personnelles, risques physiques</li> <li>- Mobilisation des familles sur une durée limitée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aide à l'achat de vélo à assistance électrique : quantifier les km réalisés est difficile</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté pour mesurer l'impact en CO<sub>2</sub> d'un circuit court par rapport à un circuit long (est-ce vraiment mieux ? ex : particuliers qui se déplacent en voiture jusqu'à l'AMAP)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible impact du crowdfunding</li> </ul>



## II – Objectifs de réduction

### Remarques préliminaires

---

- Les pourcentages indiqués représentent des efforts supplémentaires par rapport à une année de référence 2010.
- Se référer aux hypothèses relatives aux scénarios
- Les cibles définies par les groupes sont indiquées sur les différents graphiques de la sorte :
  - Cible du groupe 1 : Gr 1 : 9%
  - Cible du groupe 2 : Gr 2 : 6,5%
  - Cible du groupe 3 : Gr 3 : 8,5%
  - Cible du groupe 4 : Gr 4 : -6,5%



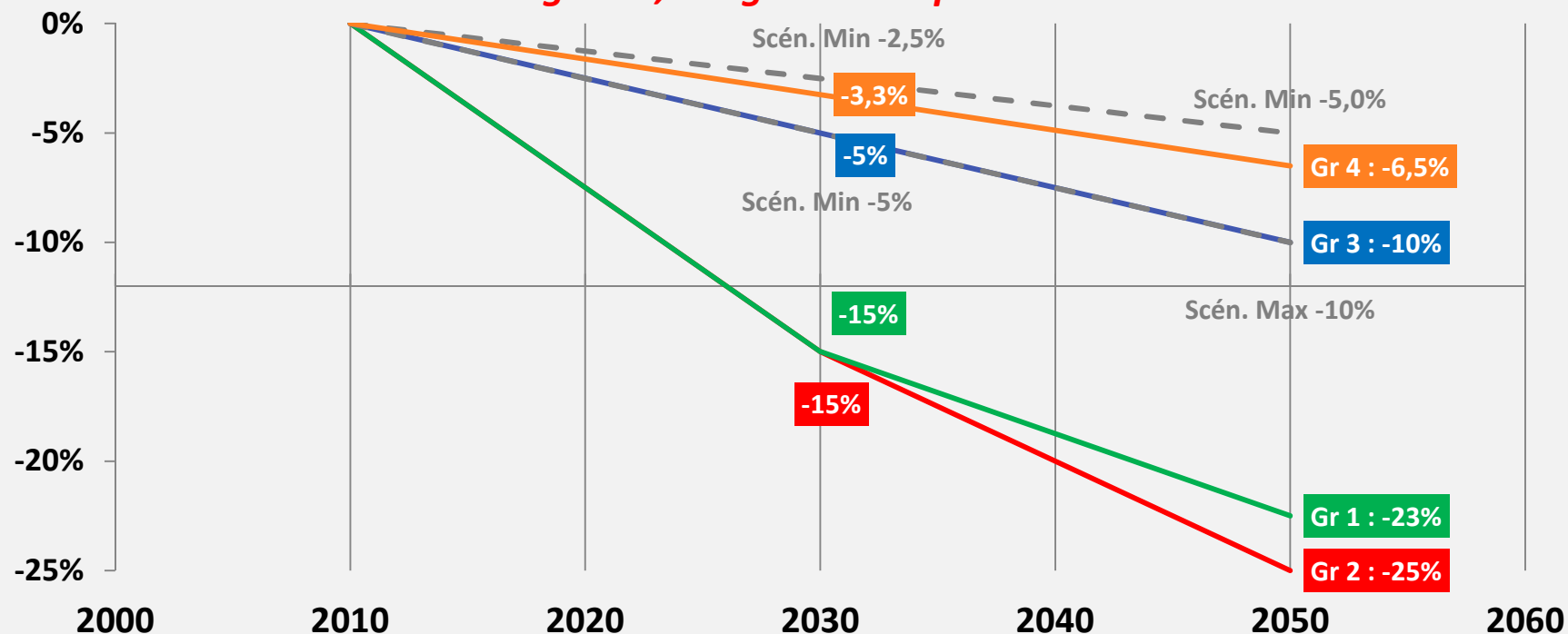


## II – Objectifs de réduction

Levier 1 : Ecogestes, usages et comportements - HABITAT

### OBJECTIFS ENERGIE ET CITOYENS

#### LEVIER 1 : Ecogestes, usages et comportements - HABITAT



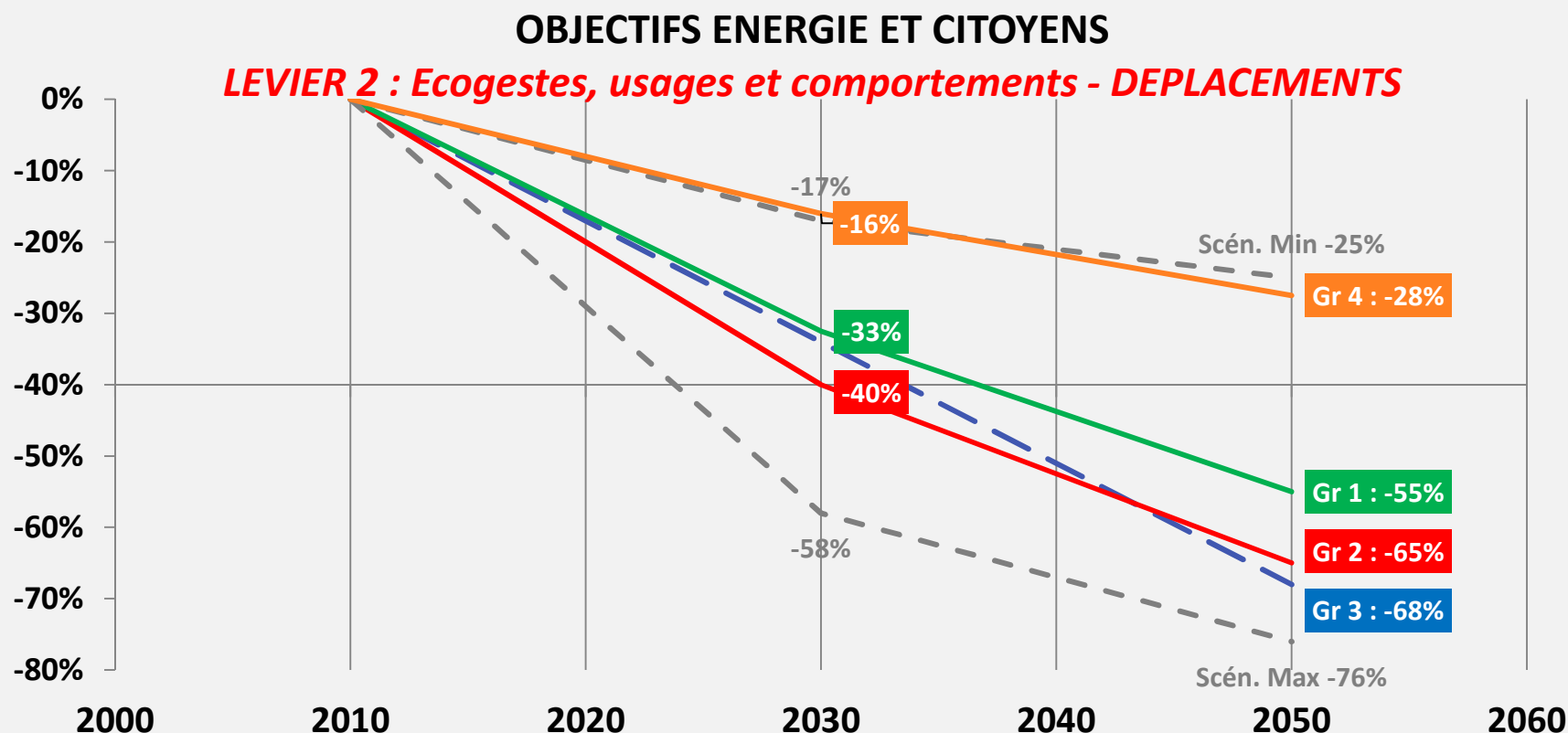
#### Commentaires

- Groupe 1 : L'Objectif ADEME est de -40% en 2030
- Groupe 2 : La formation des élèves va évoluer, s'accroître et en parallèle, l'isolation, les réglementations et l'efficacité énergétique des appareils vont contribuer à la baisse des consommations. Cependant, il est nécessaire de mettre en place un système d'information pour tous ainsi que des incitations financières et des aides dans le cas d'achats de matériels à visée énergétique.
- Groupe 3 : -10% semble facilement atteignable par un ménage (cela équivaut à une baisse de -1,5°C du chauffage des ménages). La question est davantage de connaître la part de foyers sensibilisés étant passés à l'action (50% en 2030, 75% en 2050). L'intégration des progrès technologiques dans les hypothèses est difficile. Mais l'opération « Familles à énergie positive » a montré qu'une baisse moyenne de 10% des consommations était possible (dans la région). Cependant, le prix de l'énergie joue un grand rôle et n'est ni influençable, ni facilement prévisible. De plus il est difficile pour les familles de régler le chauffage, réglage qui se fait souvent au ressenti. A cela s'ajoute les problèmes liés aux chauffages collectifs centralisés avec lesquels il n'est pas possible de régler individuellement la température.
- Groupe 4 : Une baisse de la température de 1°C pour faire 7% d'économies paraît atteignable facilement. Il convient de développer l'exemplarité des entreprises et collectivités. Aussi, la consommation devrait diminuer avec l'augmentation du prix de l'énergie. Cependant l'augmentation du nombre d'objets connectés va entraîner avec elle une augmentation des consommations. Avec cela, le nombre d'habitants sur le territoire est en constante augmentation et les personnes en précarité énergétique sont parfois moins sensibilisées à la maîtrise de l'énergie. Les enfants sensibilisés aujourd'hui seront parents en 2040, donc l'impact 2030 ne sera encore que partiel. Il est nécessaire d'être plus ambitieux que la démarche existante.



## II – Objectifs de réduction

Levier 2 : Remplacement d'équipements de production, transformation



### Commentaires

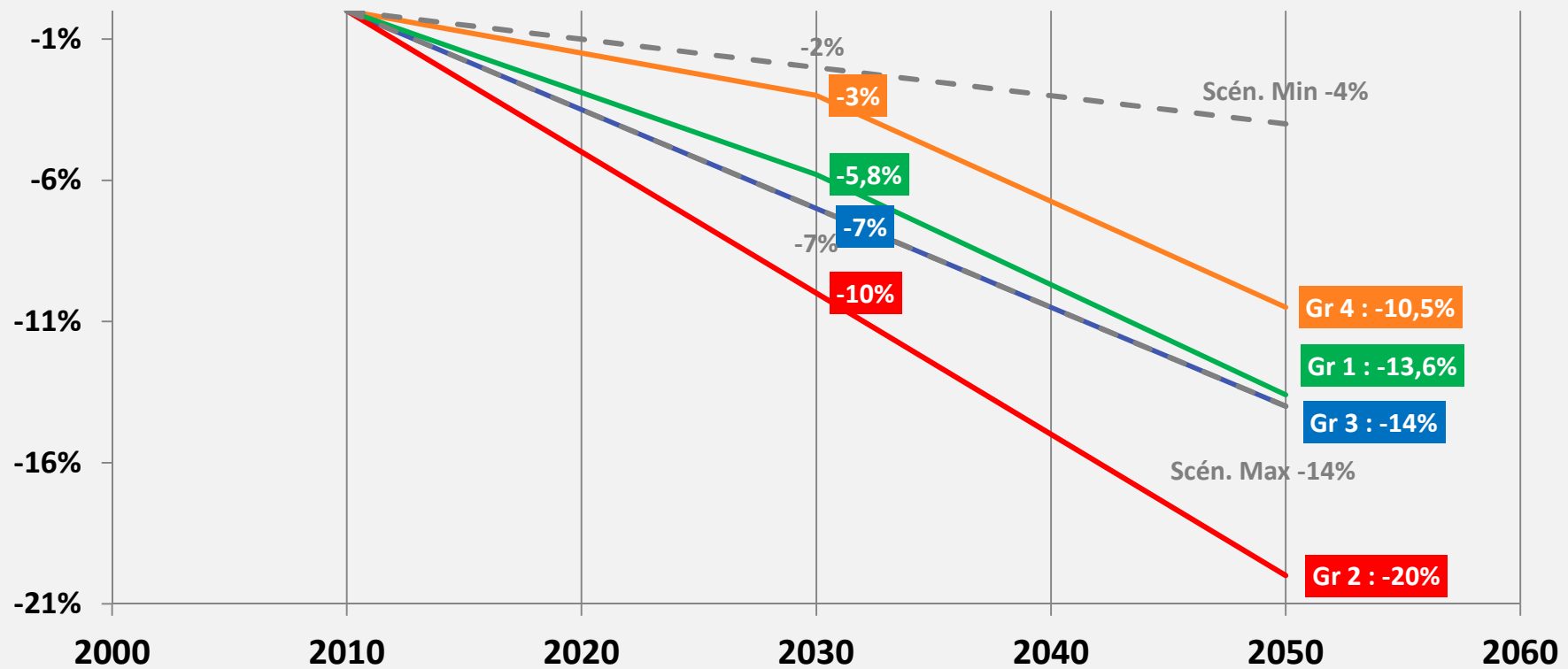
- **Groupe 1** : Les résultats dépendront beaucoup du prix des énergies. De plus, le temps pourra aider à changer les mentalités. Aussi, l'accès à des transports en communs performants est complexe en milieu rural.
- **Groupe 2** : Il existe des bassins d'emplois favorisant l'organisation pour le transport mais qui nécessitent la mise en place d'une planification. L'atteinte de ces objectifs ne sera possible que si les infrastructures adaptées sont réalisées et les synergies inter-administrations / entreprises sont développées (aires de covoiturage, plans de déplacement, ...).
- **Groupe 3** : Aucun accord n'a été défini pour l'objectif 2030. Pour définir l'objectif 2050 les hypothèses suivantes ont été retenues : 10% des déplacements en voiture sont convertis en vélo / covoiturage / télétravail, 5% des déplacements en voiture sont convertis en transport en commun (dont le réseau est déjà bien développé). Par contre il est difficile de mesurer l'impact de la hausse des voitures électriques en termes de consommations. Le développement du télétravail va permettre de réduire le nombre de déplacements. De plus, le réseau de transport en commun est attractif et se développe. Il faut cependant être attentif aux problématiques d'intermodalité (difficultés de changement de transport) et garder à l'esprit que les véhicules à la demande sont souvent utilisés pour une seule personne.
- **Groupe 4** : Le développement des nouvelles technologies, l'accès à de nouveaux vecteurs énergétiques et l'optimisation des véhicules va permettre une réduction des consommations et pollutions, ceci couplé avec la hausse potentielle des prix de l'énergie. Le développement de zones piétonnes, de parkings relais en entrée de ville et de navettes de centre-ville devraient permettre une baisse des consommations. Cependant, il est nécessaire d'inciter à changer les comportements en favorisant les infrastructures urbaines en faveur des déplacements doux.

## II – Objectifs de réduction

Levier 3 : Rénovation thermique des bâtiments

### OBJECTIFS ENERGIE ET CITOYENS

#### LEVIER 3 : Filière locale - ALIMENTATION



#### Commentaires

- Groupe 2 : Il est nécessaire de favoriser le développement et la distribution de la production issue de l'agriculture biologique.
- Groupe 3 : Le groupe a supposé que plus du ¼ de la population changera ses comportements alimentaires à certains repas. Il est nécessaire d'accompagner la conversion en agriculture biologique. Il semble important de sensibiliser les citoyens sur la notion de « bien manger = bonne santé » et essayer d'influencer les grandes surfaces en ce sens.
- Groupe 4 : 2 repas à dominante végétale par semaine paraît faisable et se pratique certainement déjà. Le champ d'action de la filière locale est large, à la fois sur les circuits courts et la réduction des transports. Aussi, le nombre de marchés pourrait augmenter à nouveau. Cependant, cela nécessite une réelle évolution des comportements aussi bien en termes d'habitudes d'achats que de réapprentissage de la cuisine.

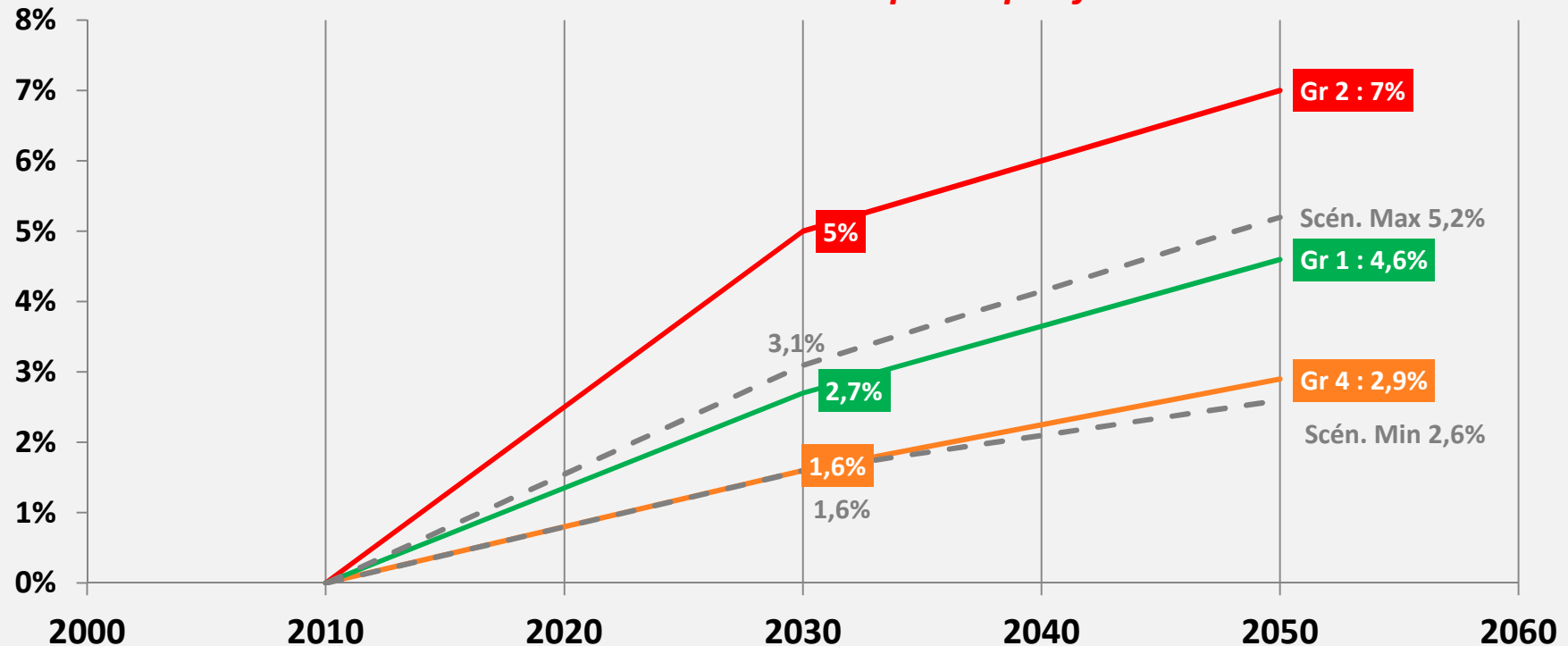


## II – Objectifs de réduction

### Levier 3 : Rénovation thermique des bâtiments

#### OBJECTIFS ENERGIE ET CITOYENS

#### LEVIER 4 : Investissement participatif



#### Commentaires

- **Groupe 2** : Il est nécessaire de se munir d'une volonté politique forte, d'informer les citoyens sur l'investissement participatif (rassurer, motiver) et de mettre en place des outils adaptés pour inciter les citoyens à investir.
- **Groupe 3** : Il n'y a pas eu d'accord sur un objectif dans le groupe car trop d'hypothèses inconnues ou à modifier. D'après les participants, l'investissement serait supérieur à 100€ mais la part de la population concernée est moins importante que dans l'hypothèse. De plus, pour émettre des hypothèses et définir des objectifs concrets, il faudrait connaître la propension moyenne à épargner en France et l'investissement moyen (indépendamment des projets dans lesquels on investit). Il faut aussi considérer que le retour sur investissement des grands projets est beaucoup plus important que celui des petits projets et qu'il y a différentes démarches dans l'investissement participatif : pour les petits projets, il s'agit d'un investissement plus « personnel ». Pour les grands projets, il s'agit d'une logique totalement financière (retour sur investissement). Ainsi, une communication sur la rentabilité et la sécurité des placements est nécessaire. De plus, il est possible dans les plus petits projets de changer de modèle économique (sans les banques). Une crainte des participants est que le revenu médian de la population d'Arras est inférieur au revenu médian national. Ainsi la volonté politique et le rôle des collectivités et de la région sont importants dans la réalisation de ces projets.
- **Groupe 4** : Plutôt qu'en pourcentage, il faudrait parler en nombre de projets et montants investis. Ces objectifs et leurs réalisations nécessitent un changement de comportement entre aujourd'hui et 2030, ainsi qu'une évolution du modèle économique. Les participants ont proposé un autre groupe d'hypothèses : considérer que 3% des citoyens investissent 500€ plutôt que 30% qui investissent 50€.



### III –Orientations

Où l'effort doit-il porter ?

ENERGIE ET CITOYENS Groupe 1, 2, 3 et 4 (7,6,0,7 réponses)	<i>Besoin d'information / Pédagogie</i>	<i>Besoin d'acteurs capables d'apporter le service</i>	<i>Besoin d'accompagnement financier</i>	<i>Besoin de développer les moyens de mesures, de contrôle et de suivi</i>
Levier 1 : Ecogestes, usages et comportements - HABITAT	2,9	2,0	2,0	2,0
Levier 2 : Ecogestes, usages et comportements - DEPLACEMENTS	2,4	2,2	2,2	1,9
Levier 3 : Filière locale - ALIMENTATION	2,7	2,3	1,8	1,9
Levier 4 : Investissement participatif	2,5	2,2	2,2	1,7

**Rappel de la légende**

**3 = fort besoin identifié, 2 = besoin identifié, 1 = faible besoin identifié**



## IV – Conclusions et prochaines étapes

- Etat des lieux des actions
  - Beaucoup d'actions sur et en dehors du territoire ont été présentées, en particulier sur les **écogestes** dans le cadre de l'habitat et du transport de personnes.
  - Les participants étaient sensibles aux thématiques que sont le **développement de filières locales** et **l'investissement participatif** mais le manque d'information et de recul n'a pas donné un retour d'expériences aussi important.
  
- Freins, leviers et classement des orientations
  - Les participants ont ressenti un manque d'**accès à l'information** et une relative absence **d'acteurs** sur ces thématiques sur le territoire.
  - D'ailleurs, un besoin d'accès à l'information, à la connaissance du contexte, aux aides disponibles, aux formations et à la sensibilisation a été indiqué dans le classement des orientations.
  - **L'investissement participatif** a intéressé les acteurs mais a été complexe à aborder. Cependant, la sensibilisation et la présence de structures (ex : Club CIGALE) pourraient permettre son développement.
  
- Objectifs
  - Les objectifs de réduction proposés sont en moyenne **au delà des scénarios proposés**. Cela montre un certain optimisme et une volonté d'agir.
 

• Levier 1 : Ecogestes, usages et comportements - HABITAT	en moyenne : <b>- 16 % (2050)</b>
• Levier 2 : Ecogestes, usages et comportements – DEPLACEMENTS	en moyenne : <b>- 54 % (2050)</b>
• Levier 3 : Filière locale - ALIMENTATION	en moyenne : <b>- 15 % (2050)</b>
• Levier 4 : Investissement participatif	en moyenne : <b>4,8 % (2050)</b>
  
  - Les leviers « filière locales » et « investissement participatif » ont été assez complexes à évaluer et de nombreuses actions sont à mettre en place dans ces domaines.